DIAL 2649

CUBA - Le régime cubain accusé. Les points de vue de Adolfo Pérez Esquivel et Eduardo Galeano

Adolfo Esquivel et Eduardo Galeano

lundi 16 juin 2003, mis en ligne par Dial

La condamnation à mort de 3 personnes ayant séquestré une embarcation pour fuir Cuba afin de se réfugier aux États-Unis et les peines de prison extrêmement sévères qui ont frappé 75 dissidents, constituent de très graves violations des droits humains de la part du régime cubain. Bien des défenseurs de l'expérience cubaine, parmi les plus convaincus, ont exprimé leur refus catégorique de telles mesures. Certains ont rompu les ponts. Ci-dessous, nous publions les points de vue de Adolfo Pérez Esquivel, diffusé par le SERPAZ-Argentine *(Service pour la Paix), et de Eduardo Galeano, écrivain uruguayen, auteur du best seller Les Veines ouvertes de l'Amérique latine, dont l'article est paru dans* La Jornada *(Mexique), 18 avril 2003.*

La peine de mort à Cuba et les Etats-Unis

par Adolfo Perez Esquivel
Prix Nobel de la Paix

Depuis plus de quarante ans, les États-Unis font pression sur l'ONU, sur les gouvernements et les organisations internationales pour qu'ils condamnent Cuba en l'accusant de violer les droits humains, et ceci afin de pouvoir justifier le blocus qu'ils imposent de façon unilatérale sur cette île. Ce n'est pas nouveau. La politique des États-Unis distribue les récompenses et les blâmes aux gouvernements qui désobéissent à ses ordres. Ils imposent comme condition à l'accord de crédits et aux bonnes relations commerciales qu'ils votent contre Cuba à la Commission des droits de l'homme de l'ONU à Genève. Ils cherchent par là à soumettre encore davantage des gouvernements déjà soumis.

Les Nations unies ne prennent pas le risque de condamner les États-Unis pour leurs longues et sanglantes interventions dans bien des régions du monde, comme à Panama, à Saint-Domingue, en Haïti, au Nicaragua, en El Salvador, au Cambodge, au Vietnam, en Afghanistan et en d'autres lieux, en soutenant systématiquement les dictatures militaires lorsque cela correspond à leurs intérêts.

L'intervention la plus dramatique et la plus notoire est la récente invasion de l'Irak avec des milliers de morts et de blessés, effectuée en méconnaissant l'ONU et le droit international, et sans tenir aucun compte de la clameur des peuples qui s'est faite entendre avec force pour dire « Non à la Guerre ! ».

Les droits humains doivent être respectés dans toutes les parties du monde, comme doivent être défendus les droits des personnes et des peuples. Il n'est pas possible qu'ils soient soumis à certaines conditions par quelques-uns, et ignorés lorsque cela correspond aux intérêts politiques, économiques et idéologiques des grandes puissances. La peine de mort doit absolument être abolie dans tous les pays qui l'ont encore

dans leur constitution et dans leur législation.

Cuba a appliqué la peine maximale à trois personnes responsables d'actes terroristes qui avaient détourné des embarcations et aussi en d'autres circonstances à ceux qui avaient détourné des avions vers Miami. Ce sont là des faits qui ont déjà été jugés et d'autres responsables de ces actes ont aussi été condamnés à de dures peines de prison.

Ces derniers événements ont provoqué de la part de Bush une forte campagne et des menaces croissantes contre Cuba qui demandent que la Commission des droits de l'homme de l'ONU à Genève le condamne. Bien des voix se sont élevées pour ou contre Cuba. Le gouvernement cubain a expliqué sa décision extrême face aux actes terroristes dont il a été victime et aussi face à l'escalade des États-Unis contre le peuple cubain.

José Saramago a élevé la voix pour dire : « J'en suis arrivé jusque là », en condamnant la peine de mort et les dures condamnations infligées aux dissidents soutenus par les États-Unis.

Les églises évangéliques se sont prononcées contre la politique des États-Unis et contre la peine de mort. Des intellectuels cubains auxquels se sont associés quelques prix Nobel comme Gabriel Garcia Marquez, Rigoberta Menchu, Nadine Gordimer et moi-même, ont appuyé l'appel à la conscience et à la compréhension de la situation cubaine [1]. Le Pape Jean-Paul II lui-même a demandé la clémence et s'est prononcé une nouvelle fois contre la peine de mort, lui qui a été un des plus clairs opposants contre la guerre en Irak.

Personnellement, je rejette et je condamne la peine de mort dans le monde et je considère qu'elle devrait être définitivement abolie. Mais j'ai déjà signalé que les États-Unis n'ont pas l'autorité morale pour condamner un autre pays, et encore moins Cuba qui supporte depuis plus de 40 ans un blocus injuste et l'agression permanente imposée par cette grande puissance.

Les États-Unis sont responsables de crimes de lèse-humanité, ainsi que la Grande Bretagne et l'Australie, pour les crimes commis contre le peuple irakien. Les mandataires de ces crimes doivent être jugés comme criminels de guerre car ils représentent une menace croissante pour l'humanité.

Nous devons prendre nos responsabilités devant nos peuples et devant le monde. Nous devons indiquer et réclamer des politiques qui respectent les droits humains et abolissent la peine de mort dans tous les pays : à Cuba, mais aussi aux États-Unis, au Nigeria et dans n'importe quel autre pays où elle est en vigueur.

Il est nécessaire de rester solidaire avec le peuple cubain, de le soutenir pour demander la levée du blocus imposé par les États-Unis et de réclamer son droit à l'autodétermination et son intégration au continent. Le monde se trouve face à un empire qui cherche par la force des armes à imposer ses propres intérêts et à vassaliser les autres peuples, et qui n'a aucun respect pour la vie et les droits humains dans les autres pays. C'est une puissance qui méconnaît les règles des Nations unies et le droit international, comme la Cour pénale internationale, et qui prétend imposer aux autres ses propres tribunaux sans tenir compte de l'état de droit.

Cette attitude et ces décisions totalitaires entraînent l'humanité toute entière dans des situations imprévisibles et prétendent imposer un nouveau désordre international.

La solidarité avec Cuba doit être cohérente avec les principes et les valeurs humanitaires, rejeter la peine de mort et réclamer son abolition par le gouvernement cubain. Il faut soutenir le peuple cubain dans sa lutte pour le droit à l'autodétermination et à la souveraineté internationale. Cuba reste aujourd'hui un des rares États à garder ses décisions propres, ses valeurs et sa souveraineté.

***

Cuba fait mal

par Eduardo Galeano

Les emprisonnements et les exécutions à Cuba sont d'excellentes nouvelles pour le super pouvoir universel qui a une folle envie d'extirper cette arête clouée dans sa gorge. Ce sont de très mauvaises nouvelles en revanche, des nouvelles tristes, douloureuses pour beaucoup. Pour ceux d'entre nous qui pensons que le courage de ce petit pays capable de tant de grandeur est admirable, mais qui croyons aussi que la liberté et la justice marchent de concert ou ne marchent pas. Un temps de très mauvaises nouvelles : comme si nous n'avions pas assez avec la préméditation et l'impunité de la boucherie d'Irak, le gouvernement cubain commet des actes qui, comme dirait don Carlos Quijano, « pèchent contre l'espérance ».

Rosa Luxemburg, qui donna sa vie pour la révolution socialiste, n'était pas d'accord avec Lénine sur le projet de société nouvelle. Elle a écrit des paroles prophétiques sur ce qu'elle ne voulait pas. Elle a été assassinée en Allemagne, il y a 85 ans, mais elle continue d'avoir raison. « La liberté seulement pour les partisans du gouvernement, seulement pour les membres d'un parti, aussi nombreux soient-ils, n'est pas la liberté. La liberté est toujours liberté pour celui qui pense différemment. » Et aussi : « Sans élections générales, sans liberté illimitée de la presse et liberté de réunions, sans un combat d'opinions libres, la vie végète et se fane dans toutes les institutions publiques, et la bureaucratie devient le seul élément actif. »

Le XXème siècle et le début du XXIème ont été les témoins de la double trahison de l'idée socialiste : d'une part, la versatilité de la social-démocratie qui, dans nos pays, est arrivée à son comble avec le sergent Tony Blair, et, d'autre part, le désastre des États communistes devenus des États policiers. Beaucoup de ces États se sont déjà effondrés, sans peine ni gloire, et leurs bureaucrates recyclés se sont mis au service de leur nouveau maître avec un enthousiasme pathétique. La révolution cubaine est née pour être différente. Soumise à un harcèlement incessant de « l'empire », elle a survécu comme elle a pu et non comme elle a voulu. Ce peuple s'est beaucoup sacrifié, courageux et généreux, pour pouvoir continuer à avoir la tête haute dans ce monde plein de ceux qui plient l'échine. Mais, au cours du chemin difficile qu'elle a parcouru en tant d'années, la révolution a perdu progressivement le vent de spontanéité et de fraîcheur qui, depuis le début, l'avait poussée. Je le dis avec douleur. Cuba fait mal.

La mauvaise conscience n'embrouille pas ma langue lorsque je répète ce que j'ai déjà dit, à l'intérieur et à l'extérieur de l'île : je ne crois pas, je n'ai jamais cru dans la démocratie du parti unique (pas davantage que dans le cas des États-Unis, où il existe un parti unique déguisé en deux), et je ne crois pas non plus que la toute-puissance de l'État soit la réponse à la toute-puissance du marché.

Je crois que les longues condamnations à la prison sont des buts marqués contre son camp. Elles font de groupes qui opéraient ouvertement depuis la maison de James Cason, le représentant des intérêts de Bush à La Havane, des martyrs de la liberté d'expression. La passion libératrice de Cason était allée si loin qu'il avait fondé lui-même la branche jeunesse du Parti libéral cubain, avec la délicatesse et la pudeur qui caractérisent son chef.

Agissant comme si ces groupes étaient une grave menace, les autorités cubaines leur ont rendu hommage et leur ont fait cadeau du prestige que les paroles acquièrent lorsqu'elles sont interdites. Cette « opposition démocratique » n'a rien à voir avec les légitimes attentes des Cubains honnêtes. Si la révolution ne leur avait pas fait le plaisir de les réprimer et si, à Cuba, il existait une vraie liberté de la presse et d'opinion, cette supposée dissidence se serait disqualifiée d'elle-même.

Et recevrait le châtiment mérité, celui de la solitude pour sa notoire nostalgie des temps de la colonie dans un pays qui a choisi le chemin de la dignité nationale.

Les États-Unis, infatigables fabricants de dictatures dans le monde, n'ont aucune autorité morale pour

donner des leçons de démocratie à qui que ce soit. Mais le président Bush pourrait en revanche donner des leçons de peine de mort, car lorsqu'il était gouverneur du Texas, il s'est proclamé champion du crime d'État en signant 152 exécutions. Mais pourquoi les révolutions véritables, celles qui se font d'en bas et de l'intérieur comme s'est faite la révolution cubaine, auraient-elles besoin d'apprendre les mauvaises habitudes des ennemis qu'elles combattent ? La peine de mort n'a pas de justification, où que ce soit.

Cuba sera-t-il la prochaine proie dans la chasse aux pays entreprise par le président Bush ? C'est ce qu'a annoncé son frère Jeb, gouverneur de l'État de Floride, lorsqu'il a déclaré : « Il faut maintenant regarder dans le voisinage », tandis que l'exilée, Zoé Valdés, réclamait à grands cris, à la télévision espagnole, « qu'on mette une bombe au dictateur ». Le ministre de la défense, ou plutôt celui des attaques, Donald Rumsfeld, a précisé : « Pas encore. » Il semble que le « dangéromètre » et le « fautomètre », les machines qui choisissent les victimes, pointent davantage en direction de la Syrie. Qui sait ? Comme dit Rumsfeld : pour l'instant…

Je crois dans le droit sacré à l'autodétermination des peuples partout et dans toutes circonstances. Je peux le dire sans qu'aucune mouche vienne tourmenter ma conscience, parce que je l'ai aussi dit publiquement, chaque fois que ce droit a été violé au nom du socialisme, avec les applaudissements d'un important secteur de la gauche, comme cela a été le cas, par exemple, lorsque les tanks soviétiques sont entrés dans Prague en 1968, ou quand les troupes soviétiques ont envahi l'Afghanistan à la fin 1979.

Les signes de la décadence d'un modèle de pouvoir centralisé, qui transforme en mérite révolutionnaire l'obéissance aux ordres qui descendent -« l'orientation est descendue » -, depuis les cimes, sont visibles à Cuba. Le blocus et mille autres formes d'agression bloquent le développement d'une démocratie à la cubaine, alimentent la militarisation du pouvoir et offrent des alibis à la rigidité bureaucratique. Les faits démontrent qu'il est aujourd'hui plus difficile que jamais d'ouvrir une citadelle qui s'est progressivement fermée en même temps qu'elle était obligée de se défendre. Mais les faits démontrent aussi que l'ouverture démocratique est, plus que jamais, indispensable. La révolution qui a été capable de survivre à la furie de dix présidents des États-Unis et de vingt directeurs de la CIA a besoin de cette énergie, énergie de participation et de diversité, pour faire front aux temps difficiles qui s'annoncent. Ce sont les Cubains, et seulement les Cubains, qui doivent, sans que personne n'intervienne de l'extérieur, ouvrir des espaces démocratiques et conquérir les libertés qui leur font défaut au cour de la révolution qu'ils ont faite et au plus profond de leur terre qui est la terre la plus solidaire que je connaisse.

Appel à la conscience du monde

L'invasion de l'Irak a entraîné l'ébranlement de l'ordre international. Une seule puissance blesse gravement aujourd'hui les normes de compréhension entre les peuples. Cette puissance a invoqué une série de causes non vérifiées pour justifier son invasion, a provoqué la perte massive de vies humaines et a laissé dévaster un des patrimoines culturels de l'humanité.

Nous ne possédons que notre autorité morale et c'est à partir d'elle que nous lançons un appel à la conscience du monde pour éviter une nouvelle violation des principes qui nous dirigent. Aujourd'hui, existe une dure campagne contre une nation d'Amérique latine. Le harcèlement dont Cuba fait l'objet peut être prétexte à une invasion. Face à cela, nous opposons les principes universels de souveraineté nationale, de respect de l'intégrité territoriale et le droit à l'autodétermination, indispensables à une juste cohabitation des nations.

Mexico, avril 2003

Prix Nobel signataires :
Gabriel García Márquez, Nadine Gordimer, Rigoberta Menchú, Adolfo Pérez Esquivel.

Parmi les autres signataires : Eduardo Galeano, James Petras, Noam Chomsky, Jorge Pixley, Michael Lowy, João Pedro Stedile, Henri Alleg, H de Bonafini.

– Dial – Diffusion d'information sur l'Amérique latine – D 2649.
– Traduction Dial.
– Source (espagnol) : SERPAZ-Argentine (Service pour la Paix), et La Jornada (Mexique), 18 avril 2003.

En cas de reproduction, mentionner la source francaise (Dial) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Cf. encadré ci-contre.